

LA CROISSANCE ECONOMIQUE : MESURE OU DEMESURE ?
(Extraits d'un ouvrage à paraître)

Christian COMELIAU

Juillet 2004

AVANT – PROPOS

Quand l'homme confond le mal et le bien, c'est que les dieux poussent son âme dans la plus désastreuse erreur, et il lui faut alors bien peu de temps pour le connaître, le désastre !

SOPHOCLE, *Antigone*, vers 622-625

La croissance économique est la hantise de notre temps.

Vous êtes responsable politique d'un pays pauvre ? Accélérez donc la croissance du revenu national. Votre pays est lourdement endetté ? Vous ne pouvez remplir vos obligations de remboursement que grâce à un supplément de croissance. Pourquoi l'Inde et la Chine sont-elles aujourd'hui en train de s'imposer comme de grandes puissances, au moins potentielles ? Voyez leurs performances de croissance dans la dernière décennie. Les inégalités déchirent la société qui vous entoure ? Commencez donc par agrandir le gâteau à partager. Les pouvoirs publics manquent de ressources ? Qu'ils pensent d'abord à élargir la base fiscale en favorisant l'activité productive. Les actionnaires de votre entreprise réclament une meilleure rémunération ? Veillez donc à remplir davantage votre carnet de commandes. Vous voulez une augmentation de salaire et une consommation plus satisfaisante ? La croissance de l'activité productive est la seule réponse possible à vos demandes. Vous cherchez un emploi et vous n'en trouvez pas ? Soyez patient, les entreprises attendent désespérément la reprise de la croissance. Le cadre naturel et le capital de ressources se dégradent dangereusement ? Il n'y a pas d'autre solution que d'accélérer la productivité et la production globales pour créer de nouvelles ressources au service des politiques d'environnement.

Il y a plus de deux siècles que ces questions et ces réponses stéréotypées se sont introduites, d'abord silencieusement puis avec un fracas de plus en plus assourdissant, dans l'esprit des collectivités humaines, de leurs dirigeants, de leurs entrepreneurs, de leurs populations. Elles se sont considérablement intensifiées aujourd'hui, au point de devenir la préoccupation la plus fréquente des débats publics – ceux des politiques, mais également ceux des médias -, et aussi l'ambition la mieux partagée entre tous les pays de la planète, indépendamment de leur niveau actuel de richesse. Même s'il apparaît évident qu'en vérité les gens veulent aussi autre chose, qu'ils continuent à rêver ou à errer sans but, à s'aimer ou à se haïr, à combattre désespérément la solitude ou l'enfermement ; même s'il n'est que trop clair que notre monde se déchire avant tout pour des motifs de dignité des personnes et des peuples, pour des raisons d'idéologie et de religion, pour des revendications de liberté individuelle et collective ; même si toutes ces

préoccupations n'ont rien à voir, a priori, avec l'augmentation de l'activité productive, la croissance économique est devenue et demeure l'impératif catégorique absolu de notre temps.

Il faut évidemment se demander pourquoi, et comment, il en est ainsi ; mais, plus important, il faut se demander si ces réponses constituent de véritables réponses, si la croissance tient vraiment ses promesses au regard de ces exigences multiples, et à quel prix elle y parvient ; et plus fondamentalement encore, si l'augmentation indéfinie de la production, du revenu et de la richesse constituent bien le critère exclusif de ce progrès social à long terme dont nos sociétés ont découvert – au moins depuis les Lumières – qu'il était non seulement désirable et possible, mais qu'il constituait le destin même de l'espèce humaine.

Ce sont ces interrogations qui forment l'objet de cet ouvrage. D'abord pour comprendre ce que signifie ce critère unique de progrès que prétend être la croissance économique, ce qu'il contient et ce qu'il ne contient pas, quels sont les avantages qu'il comporte mais aussi quels sont les coûts qu'il entraîne, et pourquoi il en est ainsi. Ensuite pour tenter de construire une réponse aux interrogations soulevées qui soit moins sommaire, mais qui soit aussi politique, c'est-à-dire concrète, adaptée aux exigences réelles des sociétés, et qui ne soit pas seulement l'effet d'un raffinement de débats académiques. Or une réponse qui refuse à la fois le simplisme et l'académisme est sans doute bien plus difficile à trouver qu'on ne le croit, justement parce qu'elle se heurte à la fois à une réalité complexe et à un débat biaisé.

Complexité de la réalité, tout d'abord. Ce sont nos sociétés elles-mêmes qui sont devenues extraordinairement complexes, par leurs dimensions, par la variété de leurs aspirations, par l'intensité de leurs liens, par le développement sans précédent de leurs technologies., et aussi par l'extrême gravité des problèmes de viabilité qu'affrontent ces sociétés, au moins au sein de leurs fractions les plus défavorisées. Et l'on peut comprendre d'emblée les difficultés et les exigences associées à une telle complexité : la nécessité d'une vision d'ensemble et d'un raisonnement global, apparemment en conflit avec la technicité que l'on croit habituellement réservée à un tel débat ; l'impossibilité d'une solution technocratique «objective» et indiscutable, et l'exigence d'un débat politique concernant l'éventail de choix subjectifs de cette société à propos de son propre avenir ; mais aussi les contraintes que vont constituer les conflits d'intérêts particuliers, avec les idéologies et les appareils d'institutions et d'organisations qui les défendent. Ces difficultés et ces exigences se trouvent encore accrues par le processus de globalisation qui caractérise notre époque.

Face à cette complexité, le débat – ou l'absence de débat – entre les intérêts dominants présente un aspect particulièrement biaisé, en raison des stéréotypes dont il vient d'être question. L'immense majorité des responsables politiques et économiques, s'appuyant sur l'immense majorité des économistes et des autres techniciens, ainsi que sur une opinion publique qu'ils ont réussi à conquérir de manière presque unanime, tient un discours unilatéral en faveur de la poursuite indéfinie de la croissance globale, considérée comme le critère principal et même quasi exclusif du progrès social. Les précautions oratoires dont ce discours s'entoure lorsqu'il paraît tenir compte du développement ou de l'équité, voire de l'environnement, demeurent trop ambiguës pour changer la nature de cette obsession ; et même si ce discours se présente le plus souvent comme un programme de court terme, l'absence de référence à toute autre dimension du progrès à long terme oblige à considérer que la première période de court terme sera suivie

inévitablement d'une deuxième qui lui sera semblable, puis d'une troisième..., et ainsi de suite à l'infini : dans cette perspective, le long terme n'est donc rien d'autre qu'une succession indéfinie de courts termes.

Il y a cependant une infime minorité d'économistes, de philosophes, de scientifiques, aujourd'hui suivis par quelques associations et même quelques véritables mouvements sociaux, pour soutenir la thèse inverse : la croissance est impossible dans la longue durée, il faut adopter un rythme de croissance nulle (« Halte à la croissance » est le titre de la traduction française du célèbre premier rapport au Club de Rome, paru en 1973) ; et pour certains penseurs aussi audacieux qu'isolés - Nicholas Georgescu-Roegen et Herman Daly, qui se sont également fait connaître dans les années 1970, demeurent les plus fameux d'entre eux -, il est même devenu indispensable d'organiser la « décroissance », au moins dans les sociétés industrielles avancées. Dans les années les plus récentes, cette dernière thèse a été reprise avec plus ou moins de rigueur par certains courants « alter-mondialistes », notamment dans les milieux francophones sous le nom de « l'après-développement » .

Pour des raisons de clarté, je préfère annoncer immédiatement ma position dans ce débat. Je ne crois personnellement ni possible, ni souhaitable, de maintenir la maximisation indéfinie du taux de croissance globale de l'économie comme critère unique ou quasi exclusif du progrès social ; mais je ne crois pas davantage qu'il soit possible, ni désirable, d'organiser une décroissance indéfinie de cette économie globale. Cette position revient évidemment à nier la légitimité . dans une politique de développement ou de progrès social, d'un raisonnement axé sur le taux global et indéfini de croissance de la production ou du revenu, qu'il soit positif ou négatif, et donc à essayer de lui substituer « autre chose ». Les arguments en faveur de cette thèse et l'esquisse de propositions pour la traduire en pratique feront l'objet des chapitres suivants, le premier d'entre eux étant consacré à une présentation de la problématique d'ensemble.

Mais je voudrais me défendre dès à présent contre une accusation trop facile de « compromis » entre deux thèses radicalement opposées. Je ne crois nullement au compromis dans un tel domaine , je crois au contraire à la nécessité de solutions radicales. Mais « radical » n'est pas synonyme de « simpliste », et c'est pourquoi je viens d'insister sur la complexité de notre monde. Je suis convaincu que ce monde est devenu trop complexe pour se prêter à des modes d'organisation qui puissent se résumer à travers un slogan unidimensionnel tel que celui de la croissance ou de la décroissance. Je crois même qu'il faut aller plus loin : je pense que cet unanimisme autour de la croissance, et aussi ce début de conflit encore bien confus concernant cet unanimisme, ne peuvent pas déboucher sur des solutions réalistes et politiquement viables, parce que ce problème est posé dans des termes inadéquats, et que c'est donc toute notre approche conceptuelle et théorique de l'économie et de la réalité sociale qui va devoir, progressivement, faire l'objet d'une transformation profonde. Cette transformation de notre approche de la réalité sociale, et celle de nos comportements individuels et collectifs sur laquelle elle débouche, constituent un défi gigantesque pour notre temps ; ce défi appelle un examen urgent, si nous voulons éviter les périls les plus graves, et surtout si nous ne voulons pas renoncer à l'idée même de progrès social ; mais il s'inscrit nécessairement dans la longue – et même la très longue - durée. Il n'y a pas de réponse facile à un tel défi, et il n'est donc pas honnête de faire semblant de connaître une telle réponse.

C'est dire combien la tentative de réflexion globale sur la croissance économique qui est proposée ci-dessous se présente à la fois comme une contribution modeste et comme le produit d'une conviction personnelle. C'est rappeler aussi qu'il n'est pas facile d'aller à contre-courant, surtout lorsque les opinions en présence sont aussi tranchées : cette difficulté explique en partie, je crois, le caractère progressif, peut-être un peu trop systématique, voire scolaire, du raisonnement proposé. Je n'ai d'autre ambition que d'arriver à partager ma conviction personnelle avec quelques-uns des lecteurs de ce livre, et de persuader les autres que ce thème mérite en toute hypothèse réflexion.

Chapitre 1 - PROBLEMATIQUE GENERALE DE LA CROISSANCE

Une préoccupation omniprésente

La croissance économique, mesurée par le taux d'augmentation de l'agrégat comptable que constitue le PIB (Produit Intérieur Brut), constitue aujourd'hui l'instrument de référence principal pour la gestion à court terme et à long terme de l'ensemble des économies nationales de la planète, de même que pour la politique de développement et de progrès des sociétés humaines.

Sur le plan économique, le taux de croissance global est supposé offrir une mesure synthétique du degré de réalisation de la plupart des objectifs imaginables des politiques poursuivies dans ce domaine : augmentation des revenus du travail et du capital, et par là accroissement de la richesse matérielle et du bien-être de la population ; capacité de créer des emplois rémunérateurs pour tous ; élargissement de la base pour la mobilisation des prélèvements collectifs nécessaires au développement des services publics et de la protection sociale ; affirmation de la puissance économique des Etats (et par là de leur influence politique ou même militaire) vis-à-vis des autres Etats et des collectivités extérieures ; et plus globalement, accumulation de richesse et de pouvoir assurant la sécurité de la collectivité pour l'avenir à longue échéance.

En d'autres termes, la croissance du PIB apparaît effectivement comme une condition première de l'amélioration de l'ensemble des principaux éléments constitutifs du domaine économique :

1. la *consommation*, puisqu'elle accroît la quantité de biens et de services offerts sur le marché à l'ensemble des consommateurs individuels, et qu'elle assure aussi le financement des équipements et des services publics dont dépend la consommation collective ;
2. l'appareil de *production*, directement puisqu'elle en mesure la performance à travers l'agrégation des valeurs ajoutées à chaque étape de la production, mais aussi indirectement puisqu'elle assure à l'ensemble de l'appareil productif les équipements et les approvisionnements dont il a besoin, ainsi d'ailleurs que ses possibilités de débouchés ; elle ouvre ainsi les perspectives de profit qui vont motiver les producteurs et les investisseurs, et les perspectives d'emploi rémunérateur pour ceux qui veulent s'assurer un revenu en vendant leur force de travail à l'appareil de production ;
3. les *échanges extérieurs* dans le commerce international de marchandises, de facteurs et de capitaux ; elle assure ainsi la perspective de revenus en devises,

et donc la possibilité de recourir aux approvisionnements et aux opportunités des marchés extérieurs ; elle assure aussi, plus largement, la compétitivité et la puissance recherchée par chacun des acteurs internationaux dans un système de relations internationales axé sur la maximisation du profit, car ce système exige de chacun une ouverture maximale à l'échange, et il restreint au minimum les possibilités de protection qu'il pourrait revendiquer pour des raisons internes ;

4. l'activité des *pouvoirs publics* eux-mêmes, qui ne peut être financée que par un accord collectif prévoyant des prélèvements réguliers sur l'activité marchande, et dont les ressources sont donc conditionnées par la croissance de cette activité marchande ;
5. quant aux modalités de la *répartition* du produit et du revenu – à travers la rémunération du facteur capital et du facteur travail, en particulier - , on peut considérer, certes, qu'elles ne sont pas directement commandées par le rythme de la croissance ; mais il reste qu'un rythme plus rapide d'augmentation des ressources à partager facilite la négociation sur ce partage, alors que sa réduction risque de figer les positions acquises ; plus généralement d'ailleurs, la restructuration des activités productives dont peut dépendre une transformation souhaitée de la répartition du produit apparaît plus facilement réalisable dans une phase d'expansion du produit global que dans une phase de réduction ou de stagnation ;
6. ajoutons enfin, dans la ligne de raisonnement introduite par ces deux derniers arguments, que la croissance va apparaître de manière plus générale comme un cadre commode pour la *réduction de divers déséquilibres*, non seulement dans la mobilisation des ressources publiques et la résorption des inégalités de répartition, mais aussi dans la gestion des équilibres macro-économiques fondamentaux, tels que celui de la balance des paiements et celui de la lutte contre les pressions inflationnistes.

Si l'on tient compte de l'importance centrale de cette dimension économique dans la conception aujourd'hui prédominante du progrès des sociétés, on constate que ce taux de croissance globale est devenu l'expression la plus courante pour mesurer l'ensemble du « progrès » d'une société, dans le passé comme dans l'avenir, tant aux yeux des pouvoirs publics et des entreprises qu'à ceux des consommateurs individuels ou des acteurs représentant les divers groupes sociaux. On en trouve un témoignage saisissant dans la fréquence des références à cette croissance dans le discours des responsables des politiques – quel que soit leur niveau de responsabilité, et surtout quelles que soient leurs idéologies ou leurs appartenances politiques –, et bien entendu dans les commentaires et les opinions diffusés quotidiennement par les médias. Même si ce dernier fait est, à la réflexion, particulièrement surprenant – en quoi l'homme de la rue, c'est-à-dire l'immense majorité des citoyens, peut-il et doit-il se sentir à ce point concerné dans sa vie quotidienne par un indicateur aussi abstrait ? - , il n'en reste pas moins que ce taux de croissance et ses variations demeurent au cœur des préoccupations et des échanges politiques, sociaux et économiques de la plupart des sociétés « modernes ».

C'est ce phénomène social étonnant qui constitue l'objet des réflexions et des interrogations rassemblées dans cet ouvrage. Il se propose, à partir de ce point de départ qui n'a certes rien d'original, d'identifier un certain nombre de questions connexes et de thèmes plus spécifiques qui demeurent insuffisamment explorés et qui demandent aujourd'hui un examen plus rigoureux que celui qui en est proposé habituellement. Mais pour permettre l'identification et l'examen plus précis de ces questions, il est utile d'esquisser, sans souci d'originalité, le tableau d'ensemble de « la problématique de la croissance », c'est-à-dire de l'image globale qu'elle donne de notre monde, de ses aspirations et de son mode de fonctionnement : c'est seulement sur une telle base que l'on peut se demander pourquoi il en est ainsi et comment aller plus loin dans l'exploration de ce défi. C'est cette problématique qui fait l'objet de ce premier chapitre.

Une conception très particulière du progrès social

Premier élément de ce tableau d'ensemble : quelles sont les caractéristiques essentielles du « progrès social » recherché par nos sociétés, puisque c'est ce progrès que l'on prétend pouvoir synthétiser par l'indicateur agrégé du taux de croissance du PIB ? Je voudrais en souligner trois, qui se rattachent au « système mondial » né de la domination occidentale et en expansion depuis quatre ou cinq siècles : la philosophie individualiste sur laquelle il se fonde, son matérialisme intrinsèque (avec l'économisme qui en découle), l'importance du critère du profit dans son fonctionnement. J'évoquerai ensuite le renforcement de ces caractéristiques dans la cadre plus récent de ce que l'on appelle aujourd'hui la « mondialisation » ou la « globalisation ».

L'émergence de l'*individu* par rapport à la collectivité, surtout à partir de la philosophie des Lumières, représente un trait essentiel de la société occidentale au sein de laquelle va se développer l'organisation de l'économie moderne. C'est cet individualisme qui va marquer les théories fondatrices de l'économie, à commencer par celle d'Adam Smith pour qui l'intérêt général ne peut résulter que de l'addition des intérêts particuliers et de leur arbitrage par la « main invisible » de la règle du marché. D'où l'institution de l'appropriation privative des « utilités » dans l'échange marchand, mais aussi les règles de la rivalité entre acteurs individuels, promues au rang de norme principale des relations sociales et formalisées dans le modèle de la concurrence parfaite. C'est cet individualisme que l'on va retrouver dans les tentatives de mesure du progrès de l'intérêt général : les inventeurs de la comptabilité nationale n'ont fait que reconnaître ce mécanisme du marché et sa traduction dans la formation du système des prix, qui résulte bien de l'addition des offres et des demandes des acteurs individuels plutôt que de l'expression d'une offre collective ou d'une demande « sociale ». Il faudra se demander, cependant, s'il est conceptuellement envisageable d'inclure cette demande sociale dans un système d'indicateurs analogue au système des prix du marché.

Le *matérialisme* ne découle pas nécessairement de cet individualisme de base, mais il est facilité par la nature des transactions économiques d'échanges qui en découlent. Que les besoins économiques de bien-être soient individuels ou collectifs, il est sans doute difficile de leur imaginer des réponses qui soient indépendantes de tout support matériel – on le voit par exemple avec le rôle des équipements publics, ou celui des moyens financiers indispensables à la consommation publique, et même à la réalisation de la plupart des objectifs collectifs (de

puissance, ou de prestige, ou même de justice sociale) - ; cette exigence est d'ailleurs renforcée par la nature des besoins physiologiques les plus élémentaires (la nourriture, le vêtement, le logement, l'hygiène...) dont les conditions de réalisation sont principalement matérielles. Cependant, de manière beaucoup plus large, l'appropriation privative de biens et de services va servir de réponse à de très nombreux besoins individuels dans le cadre du marché – on les appellera donc « marchandises » – parce que beaucoup de ces besoins individuels présentent en fait un caractère principalement matériel (quant aux besoins à caractère plus immatériel, comme le besoin de reconnaissance, d'amour ou de transcendance, ils se prêtent moins directement à ce genre de transactions, pour des raisons qu'il faudrait réexaminer de manière plus précise). La question que l'on voit poindre est dès lors : jusqu'où s'étend cette prédominance des conditions matérielles dans la conception et la mesure du progrès, et comment les éléments matériels et immatériels vont-ils progressivement se mélanger et transformer leurs proportions ? Mais dès à présent, lorsque l'on recherche au sein de la société une expression synthétique du progrès social ou de l'amélioration dans la satisfaction des « besoins » (encore un terme à réexaminer), on comprend mieux l'émergence naturelle d'une conception des satisfactions par addition de supports matériels. Il en résulte une indication majeure suivant laquelle « plus = mieux », ce qui veut dire que le progrès social va se traduire principalement par l'augmentation des biens et services à caractère matériel échangés sur le marché : or la croissance du PIB comme indicateur central du progrès n'est pas autre chose.

Cependant, les conséquences de ce recours prédominant au critère du marché dans le système de la modernité vont au-delà de cet individualisme et de ce matérialisme élémentaires. La règle du marché est celle de la rencontre des demandes et des offres individuelles, bien sûr, mais pas de n'importe quelle offre et de n'importe quelle demande : la demande qui sera prise en considération doit nécessairement être « *solvable* » (c'est-à-dire assortie d'un pouvoir d'achat lui permettant de payer le prix du marché) ; quant à l'offre, elle n'est ni désintéressée, ni « bienveillante » (pour reprendre le terme célèbre d'Adam Smith), elle est seulement en quête de *rentabilité*, et même - dans le cadre du capitalisme - *de maximisation indéfinie du profit* qu'elle peut réaliser en répondant à la demande solvable. Cette règle a certes le mérite de la clarté, elle correspond même dans son principe initial à une exigence économique inéliminable (celle de la couverture nécessaire des coûts de production) ; de plus, la réalité concrète démontre sans cesse l'aptitude probablement insurpassable de cette règle à inciter les décideurs à l'efficacité dans l'allocation de leurs ressources. Il reste qu'elle est gravement réductrice de cette réalité, dans la mesure où elle ne tient pas compte des besoins collectifs et des besoins non solvables. L'ensemble des rapports entre richesse, production et allocation des facteurs va devoir être revu sous l'éclairage particulier de la généralisation du critère du marché dans l'organisation économique. Et cette règle ne se limite pas aux besoins de consommation, elle s'étend aux marchés des facteurs de production, en particulier à celui du travail et du capital, inclus tous deux dans le système des « marchandises ». Le droit au travail n'est donc plus l'expression d'un droit imprescriptible de tous à participer à la production et à la consommation des richesses créées collectivement, mais il est soumis à une exigence de rentabilité appréciée par l'entrepreneur. Quant au capital, la généralisation du marché et la préoccupation capitaliste de l'accumulation du profit vont lui donner une dimension financière prédominante, soumise à l'appropriation privative ; celle-ci va notamment traduire sa recherche de rentabilité dans le prêt à intérêt, c'est-à-dire la pratique d'un prêt qui devra être remboursé non seulement comme un capital, mais avec un supplément correspondant au « sacrifice » consenti par le propriétaire du capital ; or c'est

précisément cette exigence d'un supplément, ou intérêt, qui va pousser le capital à la croissance de la production pour lui permettre de financer le règlement des intérêts. La règle de la rentabilité marchande constitue ainsi une incitation qui vise non seulement à une allocation productive des ressources, mais aussi à un supplément indéfini de production. Une fois de plus, se trouve ainsi renforcée, par la règle même du marché, l'idée de l'assimilation du progrès dans la satisfaction des besoins à celle d'une croissance indéfinie de la quantité des marchandises produites.

Les caractéristiques relevées ci-dessus sont celles du système mondial actuel, d'origine occidentale, depuis son émergence progressive à partir de la Renaissance et surtout depuis son expansion à partir de la révolution industrielle. Cependant ces caractéristiques ont connu une accentuation spectaculaire depuis deux ou trois décennies, dans le cadre de ce que l'on a appelé la « mondialisation » ou la « globalisation ». Ce phénomène est considéré ici dans ses dimensions économiques, qui n'épuisent évidemment sa réalité : sous cet angle, il se traduit en particulier par des transformations accélérées dans les technologies (notamment, mais pas uniquement, celles des transports et des communications), et plus généralement dans le volume et le rythme d'accroissement des échanges mondiaux de biens et de services. Mais en accroissant ces échanges sur une base qui reste principalement marchande, la globalisation accroît aussi l'importance pratique des règles du marché et de leurs conséquences sur la planète : c'est la solvabilité qui va commander la satisfaction ou la non-satisfaction des besoins exprimés sur le marché mondial, quel que soit leur degré d'urgence sociale objective ; c'est l'ensemble des ressources productives mondiales qui vont être mises au service de la maximisation du profit, mais aussi soumises à la règle de la compétition généralisée ; et c'est donc en fonction de cette généralisation progressive des critères marchands que vont se dessiner les zones de concentration des coûts et des avantages du système mondial, et aussi les zones de l'exclusion et de la marginalisation par rapport à ce système.

Les conséquences de l'organisation économique dominante atteignent ainsi, pour la première fois dans l'histoire, une dimension véritablement mondiale. Ces dimensions vont se traduire notamment dans la formulation des enjeux de cette organisation : on va parler d'équilibre géopolitique et de terrorisme planétaire, de danger global de réchauffement du climat et de risques nucléaires, de difficultés prévisibles dans l'approvisionnement en eau et en énergie pour toute la planète, mais aussi de taux de croissance de la population ou de la production mondiale, et même de lutte mondiale contre la pauvreté. En même temps, face à ces enjeux et ces perspectives, on découvre que la globalisation accroît à la fois les moyens disponibles et les difficultés à résoudre, ne serait-ce que parce que l'on voit mal comment on pourrait prétendre promouvoir l'accroissement indéfini du niveau de vie dans une partie privilégiée du monde, tout en prêchant l'acceptation de la misère, l'austérité et l'ajustement structurel pour tout le reste de la planète ; ou encore comment on pourrait maintenir un discours démocratique dans un monde de plus en plus nettement dominé par la technocratie d'une minorité et par l'aggravation vertigineuse des inégalités de pouvoir. Mais tel est bien notre monde : c'est donc à ce monde que les maîtres du système mondial vont continuer d'imposer, faute de mieux, le mot d'ordre d'une croissance illimitée...

La croissance globale est-elle significative de bien-être ?

Cependant, au moment même où cet impératif est proclamé, les doutes se multiplient sur sa signification réelle en termes de progrès social et de bien-être, et donc sur la valeur de la maximisation du taux de croissance globale en tant que critère synthétique de décision, tant pour les politiques de développement à moyen et long terme que pour les stratégies de gestion à plus court terme.

Les citoyens peuvent admettre facilement, certes, que toute vue d'ensemble exige un calcul agrégé, et donc que le recours à une unité de compte commune est inévitable : faute de pouvoir additionner des pommes de terre, des ordinateurs et des voyages touristiques, on est bien obligé d'en exprimer la « valeur » par le truchement d'une évaluation monétaire, elle-même inspirée des prix observables sur le marché (mais que veut alors dire ce terme de « valeur » ?). Nécessité technique, soit : mais au prix de quelles déformations du sens commun ? Or les doutes qui naissent spontanément de l'incompréhension des exigences techniques se trouvent renforcés à de multiples sources. Et d'abord par la diffusion des résultats d'études plus ou moins sophistiquées qui essaient d'apprécier, au niveau global, la mesure du progrès social ainsi proposée : les indications fournies par les taux de croissance de la production ou du revenu global sont fréquemment démenties par celles qui résultent d'une mesure plus directe des composantes concrètes de ce progrès (le niveau de santé et d'éducation, par exemple, ou les mesures du degré de stabilité sociale ou politique). L'un des exemples les plus connus de ces études est, depuis 1990, celui des « Rapports sur le développement humain » du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Mais les doutes se trouvent renforcés aussi par de multiples expériences plus immédiatement et plus directement vécues par les membres d'une collectivité, dans leur perception de la différence entre deux périodes de leur vie par exemple ; ou plus simplement, parce qu'en dépit de ce qu'ils entendent dire sur les performances globales de l'économie, eux-mêmes ne réussissent pas à s'y insérer de manière satisfaisante, soit parce qu'ils n'y ont pas trouvé d'emploi rémunérateur, soit parce qu'ils ne disposent pas d'un accès suffisant à des services publics qu'ils jugent essentiels (une école pour leurs enfants, un approvisionnement décent en eau potable, ou encore des infrastructures de transports) . Doutes encore accrus par les questions et les prises de conscience qui se répandent dans le grand public : est-il vrai que les catastrophes naturelles, telle qu'un séisme ou une inondation, voire une augmentation des accidents de la route, se traduisent mécaniquement par une accélération de la croissance économique en raison des réparations auxquelles elles obligent ? est-il normal que la production d'armes ou de drogues soit comptabilisée dans le PIB au même titre et de la même manière que celle des aliments de base ou de la construction de logements ?

Le citoyen constate alors que, sous le prétexte à première vue légitime des nécessités de l'agrégation comptable, les calculs additionnent des éléments qui ne sont guère additionnables, ou qui sont au moins d'une nature tellement hétérogène que leur contribution au bien-être de la collectivité ne peut évidemment pas s'apprécier à ce seul niveau d'agrégation et de généralité, indépendamment de leur nature et indépendamment de la structure de leur répartition. Il découvre en outre que de très nombreux éléments incontestables de ce bien-être ou de ce mal-être (le travail des mères de famille, par exemple, la convivialité des relations sociales ou la proportion de miséreux dans la population totale) échappent presque totalement à ce mode d'évaluation. Mais les comptables rétorquent qu'un calcul global imparfait est préférable à un calcul détaillé qui ne pourrait jamais aboutir, et qu'en outre l'évaluation monétaire de ces biens et services

hétérogènes n'est pas si critiquable puisqu'elle s'appuie sur les prix du marché, c'est-à-dire sur les indicateurs les moins imparfaits possibles des rapports d'offre et de demande...

Il faudra évidemment revenir sur les avantages et les inconvénients d'une telle comptabilité, sur ce qu'elle révèle et ce qu'elle dissimule, mais aussi sur l'essentiel des fondements méthodologiques d'un tel calcul et sur les limites des recherches de méthodes alternatives : on devra notamment, pour ce faire, introduire la différence entre les biens à caractère final et les biens à caractère intermédiaire, et se demander si les critères de l'approche marchande sont effectivement les seuls qui soient à la disposition des économistes, des comptables et des politiques. Il faudra donc s'interroger, en d'autres termes, sur les *insuffisances conceptuelles* qui expliquent les lacunes de l'approche du bien-être en termes de croissance du PIB, ces insuffisances conceptuelles pouvant elles-mêmes s'expliquer en termes de différences de pouvoir entre les groupes concernés.

Ce qui vient d'être dit dans ce premier survol suffit à suggérer, semble-t-il, pourquoi ce mode de comptabilisation demeure dominant dans le cadre actuel, et donc pourquoi la traduction des objectifs de la politique économique à travers un indice agrégé unique, conduit nécessairement à concevoir le progrès en termes d'accroissement quantitatif illimité de cet indice agrégé.

La croissance globale est-elle souhaitable ?

Face à de telles interrogations et à de telles incertitudes sur la signification de l'indice agrégé de la croissance globale du point de vue du bien-être, on comprend qu'il n'est guère facile de donner une réponse simple à la question de savoir si la croissance globale est désirable ou souhaitable. On peut cependant noter une série de clarifications préalables qui seront nécessaires avant toute tentative de réponse à une telle question. Parmi ces clarifications, il faudra notamment se prononcer sur les points suivants :

1. *Qui* est censé répondre à cette question, qui en a le droit, et en fonction de quels critères ? La réponse la plus couramment apportée à cette question n'est probablement pas fondée : en se référant à la pratique habituelle en ce domaine, elle consiste à dire que la décision quant au taux de croissance souhaitable doit être prise par les seules personnes qui sont en position de compétence technique indiscutable pour répondre à cette question, à savoir les économistes qui conseillent les gouvernements, ou - ce qui revient en pratique au même - les décideurs politiques avec l'appui de leurs conseillers. Cependant, il n'est pas du tout évident que cette réponse soit la seule possible, parce que d'autres critères sont en jeu que les critères purement économiques, comme on va le voir ; mais toute autre solution exige que la portée de cette décision puisse faire l'objet d'un débat éclairé parmi les responsables reconnus par la collectivité concernée, que ceux-ci fassent ou non l'objet d'un mode politique de désignation démocratique.

2. Si cette décision ne relève pas de critères purement « économiques » - terme dont il faudra, encore une fois, élucider le sens -, c'est parce qu'elle implique des jugements de valeurs sur les objectifs collectifs poursuivis : en affirmant qu'il s'agit de jugements de valeurs (et non de simple rationalité instrumentale), on se réfère à des *critères d'ordre éthique ou politique*, qui portent notamment sur les caractéristiques de la société que l'on souhaite promouvoir comme *objectifs* à travers cette stratégie de progrès axée sur la croissance globale (une société riche ou frugale, ouverte ou autarcique, égalitaire ou inégalitaire, préoccupée ou non de sauvegarde de son capital naturel, et ainsi de suite), ou encore au caractère plus ou moins acceptable que l'on reconnaît aux *coûts* qui doivent être consentis dans le cadre d'une telle stratégie (en termes de déséquilibres sociaux ou écologiques, ou plus simplement quant au caractère moralement défendable ou non de la consommation de tels biens ou services, qu'il s'agisse d'armements, de drogues ou de prostitution).
3. Mais il faut aussi préciser la nature de l'objectif de croissance poursuivi : on suppose pour l'instant qu'il s'agit du taux de croissance de la production globale ou du revenu global, calculé bien sûr selon les conventions de l'agrégation comptable en vigueur, et non de taux de croissance sectoriels ou de produits spécifiques ; mais il faut aussi se demander pour quel horizon temporel, et surtout sur quelle base le choix du taux de croissance retenu a été prononcé, et plus précisément si ce taux a été retenu en fonction d'un choix de *maximisation du progrès mesuré à l'aune de cet agrégat*, ou s'il porte sur un taux volontairement non maximisé en fonction de la *considération d'autres objectifs ou d'autres coûts* que cet agrégat ne permet pas à lui seul d'envisager. Il n'est pas inutile de remarquer, de ce point de vue, que la conception « plus = mieux », appliquée dans son simplisme, conduit nécessairement à la maximisation illimitée de ce taux de croissance globale, puisque celui-ci est censé synthétiser l'ensemble des objectifs sociaux envisageables. Mais il va de soi que le simplisme du raisonnement est rarement reconnu par ceux qui y recourent.
4. Il faut se demander enfin si le caractère agrégé de la croissance en tant qu'indice du progrès social ne constitue pas une nécessité inévitable, non seulement en raison du problème de l'addition comptable de grandeurs hétérogènes et incommensurables (problème qui a déjà été signalé), mais aussi en raison des *interdépendances intersectorielles de production et de demande*. Car celles-ci rendent difficile la croissance dans telle ou telle branche, si cette branche ne peut s'appuyer elle-même sur la croissance d'un grand nombre d'autres branches, y compris celles de l'infrastructure, qui constituent pour elle des sources d'approvisionnement en facteurs de production ou qui conditionnent ses débouchés, notamment en créant les revenus nécessaires pour « solvabiliser » la demande. On notera, par exemple, que les branches d'activité qui semblent pouvoir échapper à la logique marchande (celle-ci restant le fondement de l'approche de la comptabilité nationale, on l'a

rappelé), telles que l'enseignement ou la santé, ne peuvent elles-mêmes se passer d'inputs marchands tels que les fournitures, les bâtiments, ou simplement les enseignants qu'il faut bien rémunérer...

La croissance globale est-elle indéfiniment possible ?

Cette interrogation peut apparaître inutilement provocante, et par ailleurs superflue à une époque où tous les responsables politiques paraissent raisonner pour l'essentiel en termes de croissance dans l'élaboration de leur stratégie de développement ou de gestion macro-économique à plus court terme : si la croissance était manifestement impossible, on peut penser que ces responsables s'en seraient déjà aperçus...

Je crois cependant que cette question n'est nullement superflue, à condition d'en préciser la portée : on parle ici de croissance globale, bien sûr, mais on parle aussi de maximisation de la croissance. De plus, la question porte sur le caractère permanent d'un tel objectif : il ne s'agit pas de savoir si la croissance globale, et même une croissance globale maximisée, est possible pendant un laps de temps déterminé – la réponse est probablement positive, même s'il est possible qu'une telle croissance ne soit pas désirable, au regard des considérations esquissées au paragraphe précédent -, mais *si une telle croissance peut être poursuivie de manière indéfinie, pour une période illimitée, et en tous cas pour le long terme*, comme paraissent le supposer les recommandations de politique de développement les plus traditionnelles, qui sont effectivement axées sur un tel objectif. Allons plus loin : à supposer même que cette maximisation du taux de croissance global soit préconisée pour une période définie, mais à partir d'un raisonnement qui laisse penser que de toute évidence, la période de développement qui suivra continuera de s'appuyer sur un tel objectif, une telle stratégie se heurterait à la même interrogation sur sa possibilité, puisque, en pratique, la succession ou l'addition indéfinie de périodes de court terme dominées par le même objectif pose exactement les mêmes problèmes qu'une période de long terme. Or c'est bien à une telle succession ou addition que conduit la « manie de la croissance » (ou « *growthmania* », dans les termes de l'un des critiques les plus fameux de ce type de stratégie au cours des années 70, l'économiste britannique E.J. Mishan)¹.

Mais sur quelles objections repose le diagnostic de l'impossibilité d'une telle croissance dans le long terme ? Sur une affirmation générale qui, comme telle, n'est pratiquement mise en doute par personne, tant elle paraît proche de la tautologie : sur une planète (voire dans un monde) physiquement limitée comme la nôtre, une croissance illimitée des productions matérielles est clairement impensable dans le long terme. Mais l'évidence apparente de ce type d'affirmation n'est pas incompatible avec de multiples échappatoires, soit parce que l'on prétend que la nature du progrès social deviendra de plus en plus immatériel (ce qui ne veut pas dire nécessairement libéré de tout support matériel), soit parce que l'on raisonne en termes de disponibilités en énergie et que les sources de celle-ci – si l'on se réfère notamment à l'énergie de base que constitue l'énergie solaire – ne présentent pas de limites sérieuses en regard des besoins, même indéfiniment accrus, de la population des hommes.

¹ Voir MISHAN, 1969 et MISHAN, 1977.

Sans revenir pour l'instant sur les incertitudes de la signification *économique* de la croissance de l'agrégat du PIB (même si l'on parle ici d'un PIB planétaire, ce qui est un peu contradictoire dans les termes), et sur la nécessité de réexamen en profondeur des rapports macro-micro et de la notion de rareté que cette dimension économique globalisée implique désormais, je me propose de considérer dans cet ouvrage deux catégories fondamentales d'objections à l'idée d'une croissance indéfinie en tant que critère principal, voire unique, du développement : ces deux catégories d'objections sont, l'une d'ordre social, l'autre d'ordre écologique.

Les objections d'ordre *écologique*, analysées souvent en termes de conséquences pour « l'environnement », ne se limitent cependant pas à une liste de dangers spécifiques tels que l'encombrement, la pollution, la rareté croissante de certaines matières premières, le réchauffement du climat, ou le risque radioactif lié à l'énergie nucléaire : elles posent le problème plus global de la *place de l'intervention humaine dans l'« écosystème » de la planète*, et elles exigent ainsi un réexamen beaucoup plus fondamental et beaucoup plus radical du fonctionnement des économies et des sociétés humaines au sein de cet ensemble « éco-système » qui les englobe . Il faut donc redécouvrir et réaffirmer les lois de celui-ci : mais c'est justement à la reconnaissance de cette découverte – ou de cette redécouverte - que l'approche économique dominante oppose un refus radical.

Quant aux objections d'ordre *social*, elles partent du constat de la généralisation des principes du marché en tant que critère unique s'appliquant à l'ensemble des activités économiques mondiales, et elles s'interrogent sur les conséquences de cette généralisation sur la cohésion et la viabilité des sociétés. Elles considèrent en particulier que ces principes du marché se fondent

- sur la seule *rentabilité* des activités entreprises pour produire et mettre en circulation des marchandises, indépendamment de toute valeur « sociale » intrinsèque – c'est-à-dire de l'utilité sociale – reconnue à ces activités et à ces marchandises : on voit d'ailleurs que la reconnaissance d'une telle utilité sociale impliquerait le recours à des critères de nature non marchande (impliquant par exemple des liens socialement acceptables entre les membres des collectivités) ;
- sur la valorisation de la *rivalité* entre les membres de la société, mais aussi sur l'encouragement généralisé au *mimétisme* (dans la consommation, notamment) ; or cette rivalité, ce mimétisme, et plus généralement la dégradation de tout lien social qui ne présente pas un caractère marchand, sont des sources d'exacerbation des tensions sociales qui mettent en péril la cohésion des sociétés et même, en dernière analyse, leur viabilité ;
- sur l'ignorance des *coûts sociaux* qui ne peuvent se révéler et s'interpréter en termes marchands : l'importance de ces coûts a toujours été très considérable, mais elle s'est sans doute formidablement accrue avec la généralisation des critères marchands que comporte la globalisation contemporaine ;

- enfin, et plus généralement, sur un jeu de déséquilibres croissant entre les hommes, en raison des mécanismes d'approfondissement des *inégalités* propres au système : ceux-ci ne constituent d'ailleurs pas des accidents ou des dysfonctionnements de ce système de marché, mais au contraire des conséquences systémiques de l'application des critères marchands .

Un problème sans issue ?

Résumons . *L'exigence de croissance globale illimitée se révèle comme une règle omniprésente dans notre monde, parce qu'elle paraît constituer la traduction incontournable de la volonté générale de progrès social. Mais elle semble désormais soulever de troublantes objections, quant à sa signification réelle en termes d'amélioration du bien-être, et donc quant à son caractère éthiquement et socialement désirable ; et cela d'autant plus que la possibilité pratique d'une telle croissance semble devoir se heurter à de redoutables obstacles, en raison des déséquilibres sociaux et écologiques qu'elle engendre.*

Il est donc nécessaire de rechercher les moyens de sortie d'une telle impasse. On peut qualifier celle-ci de « systémique » : parce qu'elle résulte de la logique même du système en vigueur et non d'un défaut de son fonctionnement, mais aussi parce qu'elle constitue aujourd'hui une caractéristique de la plupart des économies qui se rattachent à ce système, c'est-à-dire de la quasi-totalité des ensembles économiques de la planète. Mais les difficultés qui s'opposent à un tel changement risquent d'apparaître insurmontables.

D'abord, justement, en raison de leur caractère systémique : ce n'est pas tel ou tel mécanisme spécifique de l'organisation de nos sociétés qu'il convient de transformer, c'est la logique même qui relie l'ensemble des mécanismes du système. Ce qui veut dire que tout essai de transformation va se heurter, dès l'abord, à des difficultés considérables de conception, de cohérence, et de mise au point : comment formuler tel problème spécifique, comment modifier telle solution, sans être obligé de transformer successivement tous les autres ? Ceci d'autant plus que l'appareil de concepts et de raisonnements de la science économique actuelle s'est lui-même formé autour des présupposés qui conduisent à l'exigence de croissance généralisée : c'est bien pourquoi on a signalé, dans les paragraphes qui précèdent, un certain nombre de concepts qui ne pourront échapper au réexamen. Mais l'appareil conceptuel du système en vigueur n'était pas lui-même sans fondements raisonnés : il est né d'une conception de l'homme qui considérait celui-ci comme un être intéressé, puissamment sollicité par le mimétisme, plein de désirs de consommation et aussi de désirs de pouvoirs ; et il s'est appuyé sur cette base apparemment recevable, sinon indiscutable, pour constituer un puissant mouvement en faveur de la croissance, fait d'habitudes acquises et de désirs insatiables considérés comme « naturels » et donc comme légitimes.

Le système a ainsi créé sa propre logique d'évolution, qui se traduit par des situations acquises, des évolutions qu'il est difficile de changer, et donc la difficulté de sortir de l'organisation existante pour tenter de résoudre des problèmes que cette organisation elle-même a créés. Le problème démographique en constitue un bon exemple : en apportant des progrès

incontestables dans l'hygiène et dans la santé, la modernité est à l'origine d'un formidable accroissement démographique dans le monde ; sauf à accepter cyniquement d'inimaginables catastrophes, on ne peut plus arrêter celui-ci du jour au lendemain ; mais on voit mal comment se passer de croissance économique globale et prolongée pour faire face à l'explosion de besoins qui en résulte.

Dans la même ligne de raisonnement, on peut ajouter une difficulté plus nettement politique qui risque de s'opposer à tout changement radical : au nom de quoi une minorité privilégiée, qui se prétendrait plus consciente de l'impasse dans laquelle s'engage le système qu'elle a créé, s'arrogerait-elle le droit de dénier au reste de l'humanité le droit d'accéder aux privilèges qui sont les siens, en proposant un arrêt de la croissance globale, alors que c'est bien cette croissance globale qui conditionne la poursuite du progrès dans la même perspective ? Et d'ailleurs cette minorité privilégiée ne paraît nullement disposée à admettre elle-même une révision de sa conception du progrès (« Le bien-être de la nation américaine n'est pas négociable », déclare le Président Bush pour s'opposer à la ratification par son pays de l'accord de Kyoto). Dès lors, comment réunir une base socio-politique d'appui à un changement qui heurterait tellement d'intérêts acquis ?

On le voit : même si l'on est sensible à la force des arguments s'opposant à la croissance indéfinie, l'enchaînement de raisons qui semble faire obstacle à la transformation du système de la croissance peut paraître encore plus contraignant. D'où le risque d'immobilisme, et surtout la pratique actuelle d'un enchaînement indéfini de stratégies de croissance à court terme, même si l'on est conscient de l'impossibilité radicale de la poursuite de cette pratique dans le long terme.

Recherche d'une stratégie

Si l'on ne veut pas en rester à ce constat d'impasse, avec le comportement aveugle qui en résulte, peut-on au moins identifier les conditions préalables à l'élaboration d'une stratégie de changement ? On peut proposer les éléments suivants, sur lesquels il faudra évidemment revenir :

- Nécessité de remettre au centre de la réflexion et de la pratique économiques et sociales la notion de *choix*. Ni la gestion économique à court terme, ni le développement à long terme ne répondent à des lois immuables : il n'y a pas de décret divin en matière de développement, mais il n'y a pas davantage de modèle parfait né du cerveau des économistes. Il importe donc de redécouvrir les choix ouverts, en essayant d'identifier les domaines dans lesquels ils s'ouvrent, les contraintes qui les restreignent et donc les marges de manœuvre qui restent les leurs.
- Contrairement aux affirmations de l'idéologie aujourd'hui dominante, les choix en matière de progrès social sont d'abord des *choix d'objectifs*, définissant le contenu souhaité de ce progrès social ; c'est en ce sens que ces choix seront considérés ici comme des choix par nature *politiques*. Les collectivités doivent donc déterminer leurs objectifs à partir de ces choix politiques ; mais si l'on accepte ce droit à la diversité, et donc cette possibilité

de l'hétérogénéité des choix à travers le monde, il en résulte qu'il ne peut y avoir d'indice unique du développement ou du progrès social.

- L'implication centrale de cette constatation dans le domaine qui nous occupe, est que *la croissance illimitée et maximum des quantités de biens et de services mesurées par la comptabilité du PIB ne constitue pas le seul objectif possible du progrès social* : il faudra donc s'interroger sur la nature des autres composantes envisageables de ce progrès (la réduction des inégalités et des situations d'exploitation d'un groupe par un autre, la satisfaction des besoins essentiels pour tous les hommes, la convivialité des rapports sociaux, la sécurité et la paix, l'autonomie des collectivités, le respect de la nature, etc.), et aussi sur les rapports de complémentarité et/ou de concurrence (*trade-offs*) entre ces diverses composantes.
- Le choix de ces objectifs, la prise en compte de leurs « coûts d'opportunité » et celle de l'ensemble des contraintes (de rareté ou autres) qui s'opposent à leur réalisation oblige à *un débat social et politique* pour construire les stratégies de développement ; ces débats devront recourir à des techniques de *planification* des stratégies au nom de l'intérêt collectif, car leur mise en œuvre dans un monde complexe ne peut résulter de la simple « spontanéité » des mécanismes du marché.
- Compte tenu des objections à la poursuite de la croissance illimitée qui ont été évoquées précédemment, l'un des thèmes majeurs de ce débat devrait consister à s'interroger sur la possibilité – et les conséquences en termes de progrès social - *d'une réduction progressive de la place de la croissance globale dans les stratégies de développement*, et aussi – au moins pour les pays les plus riches – sur la possibilité d'une réduction progressive mais considérable des rythmes de croissance, voire sur celle de la *promotion d'un monde en progrès social permanent, mais sans croissance ou avec décroissance de son produit global*.

Conclusion : l'objet et le plan de ce livre

Je crois avoir ainsi parcouru, au moins à grands traits, l'ensemble des considérations et des questions que l'on peut rassembler aujourd'hui sous le titre de « problématique de la croissance globale illimitée, en tant que critère synthétique et unique des stratégies de développement ».

Les éléments de cette problématique sont évidemment trop nombreux et trop complexes pour faire l'objet d'un examen exhaustif et sérieux dans un seul ouvrage, même s'il était beaucoup plus ambitieux que celui-ci. Mais mon intention est différente : si j'ai voulu dresser une image d'ensemble de ce problème dans un chapitre introductif, c'est d'abord pour pouvoir en rappeler et en synthétiser les éléments cruciaux ; mais beaucoup d'entre eux sont déjà traités en détails par une multitude de travaux, et cela bien mieux que je ne suis capable de le faire (la

critique technique de la comptabilité nationale, par exemple, ou l'analyse de certaines conséquences écologiques spécifiques des stratégies de croissance).

Je ne prétends donc pas développer l'ensemble de ces éléments. Je voudrais me concentrer sur certains d'entre eux, ou même plutôt sur certaines caractéristiques spécifiques de certains d'entre eux. Et dans le choix de ces thèmes, je voudrais privilégier quelques questions qui ne me paraissent pas suffisamment explorées par les débats actuels autour de la croissance, et qui à mon sens expliquent en partie l'impasse où ce débat s'enlise. Ces éléments ont le plus souvent en commun de relever de la *méthode* de raisonnement. La conviction sous-jacente à l'orientation de cet ouvrage, on le voit, est que *beaucoup de ces questions paraissent aujourd'hui insolubles parce qu'elles sont mal posées*. Je ne prétends évidemment pas détenir le secret de la solution de ces problèmes : je voudrais seulement suggérer, à partir de certains d'entre eux pris à titre d'exemples, qu'il est peut-être possible de raisonner autrement, avec l'aide d'autres concepts, ou en précisant le sens trop large des concepts habituels. D'où *le caractère conceptuel et théorique de l'approche adoptée*, au moins dans certaines parties de cet ouvrage.

Une telle approche ne suffit pas, bien entendu. Les problèmes évoqués ici ne sont pas seulement mal compris et mal posés ; ils donnent lieu à des comportements individuels et collectifs dont on peut montrer, lorsqu'on les remet en perspective, qu'ils ne pourront jamais résoudre ces problèmes et qu'ils contribuent plutôt à les aggraver. D'où un deuxième caractère de l'approche adoptée : c'est sa *dimension politique*, en ce sens qu'elle recherche les composantes d'ensemble de l'intérêt général, qu'elle pose la question des finalités sociales et des arbitrages, et qu'elle tente d'éclairer les choix pour l'action individuelle et collective. Cette dimension politique s'oppose à une approche de la croissance qui serait conçue en termes purement économiques, a fortiori si celle-ci procède de la seule conception marchande de l'économie.

L'articulation générale de ce livre s'efforce de refléter ces préoccupations.

La *première partie* propose une réflexion critique sur la croissance économique telle qu'elle est aujourd'hui conçue et pratiquée, avec les ambiguïtés et les coûts qui en résultent, sur le plan économique, sur le plan social et sur le plan écologique. Ces ambiguïtés et ces coûts apparaissent d'abord dans *l'analyse économique de la croissance* (chapitre 2), qui se propose de « re-visiter » un certain nombre de concepts et de questions générales : les rapports entre l'économie et les autres dimensions de la réalité sociale ; les notions d'utilité, de valeur, de richesse, de production, et d'autres ; la signification du PIB en tant qu'indice synthétique du bien-être ou du développement. Cette approche se distingue des théories économiques traditionnelles de la croissance, à la Solow par exemple², notamment parce qu'elle ne traite pas directement les thèmes habituels de ces théories, tels que celui des sources de la croissance et des équilibres entre ses composantes. *L'analyse sociale de la croissance* (chapitre 3) tente de faire le point des connaissances actuelles sur les rapports entre la croissance et l'approfondissement des inégalités ; elle revient aussi sur la critique de l'individualisme méthodologique, et sur les rapports entre l'approche individualiste et l'approche collective. Quant à *l'analyse écologique de la croissance* (chapitre 4), elle propose une interprétation globale du problème plutôt qu'un résumé des faits, en s'appuyant notamment sur le cadre méthodologique proposé par l'économiste Georgescu-

² SOLOW, 2000. Voir aussi dans la même perspective traditionnelle : ARROUS, 1999, et GUELLE et RALLE, 1995.

Roegen³, qui croit indispensable de re-situer l'activité économique et sa croissance dans la perspective de la loi thermodynamique de l'entropie.

Sur ces bases, la *deuxième partie* de cet ouvrage se propose d'aborder les premières étapes nécessaires à une conception alternative du progrès. Elle s'interroge d'abord sur les *raisons systémiques* qui fondent l'impératif de croissance et rendent tout changement d'orientation particulièrement difficile (chapitre 5). Elle suggère ensuite que *d'autres conceptions du progrès social* sont cependant possibles, mais qu'elles exigent un réexamen en profondeur des relations entre le bien-être, la richesse et la production, ainsi que la prise en considération d'autres objectifs de développement (chapitre 6). Elle montre enfin que ces autres conceptions et ces autres objectifs font déjà l'objet de nombreux travaux, qu'il conviendrait d'utiliser davantage, sur la diversification des *indicateurs de développement* (chapitre 7).

La *troisième partie* peut alors être consacrée à une première réflexion sur les politiques proprement dites : renouvellement des politiques de croissance, ou plus exactement des *politiques vis-à-vis de la croissance* (chapitre 8) ; perspectives et orientations nouvelles des *politiques de développement*, avec des objectifs diversifiés parmi lesquels il convient de re-situer la croissance globale, en distinguant le cas des pays riches de celui des pays pauvres (chapitre 9) ; et enfin nécessité d'une *organisation systématique* de ces politiques de développement dans une perspective longue (chapitre 10).

³ GEORGESCU-ROEGEN, 1971 et GEORGESCU-ROEGEN, 1995.